

ALERTE OTAN !

Belgique- Belgïe P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN
N°75 - 4^{ème} trimestre 2019

Sommaire

p2 OTAN: Communiqué du
Mouvement de la Paix France

p3 OTAN:
Ni Jens Stoltenberg,
ni Emmanuel Macron

p4 UE : A propos
de la Résolution du Parlement
Européen sur « la mémoire
européenne »

p5 Kleine Brogel :
Un ancien militaire avoue :
« Mon boulot ? placer des
bombes atomiques sous les
avions de chasse »

p6 Afghanistan : entretien
avec Malalai Joya

p7 Afghanistan Papers

p8 Kosovo : L'uranium
appauvri existe... quand il tue
les occupants! / L'armée du
Kosovo, nouvel obstacle à la
paix dans les Balkans?

Anniversaire de l'OTAN = 70 ans de guerres

Quelques jours avant le sommet de Londres, le président Macron a déclaré que l'OTAN était « en état de mort cérébrale ». Il n'a pas fallu longtemps pour qu'elle « ressuscite ».

Tous les Etats membres ont augmenté leurs budgets militaires de façon conséquente, de même que leurs contributions au budget otanien. De grandes manœuvres militaires « Defender 2020 » pour encercler la Russie avec la participation de nombreux pays de l'UE se dérouleront au prochain printemps, sous le prétexte de protéger la Pologne et les États Baltes.

Les coalitions internationales de soi-disant lutte contre le terrorisme se multiplient avec le soutien de la plupart des Etats de l'OTAN ; dont celui de la Belgique. Enfin, le sommet de l'OTAN réaffirme la nécessité de développer sa stratégie nucléaire, ciblée avant tout contre la Russie et présente celle-ci comme l'ennemi public n°1, la Chine étant le n° 2.

Ainsi, malgré toutes ses crises et ses divisions internes, l'OTAN n'est pas près de l'implosion. Après avoir cru que le monde était à ses pieds après 1989 et la dissolution du Pacte de Varsovie, l'OTAN n'a apporté ni la paix ni le progrès social et économique dans le monde. Au contraire, les révoltes des populations et leurs luttes pour des changements sociaux radicaux, dont celle contre le changement climatique fait partie, n'ont cessé de croître.



Depuis ses débuts, l'Alliance atlantique est une organisation belliqueuse, une machine de guerre et d'affirmation de puissance. Les divisions et les contradictions en son sein n'ont pas manqué tout au long de son histoire incluant même des conflits armés entre Etats membres, mais cela ne l'a pas fait disparaître pour autant.

Le récent sommet de Londres de l'OTAN a confirmé que les liens qui unissent les pays membres de l'OTAN sont plus forts que leurs divergences. Le Parlement Européen vient de voter une honteuse « Résolution sur « la mémoire de l'Europe » qui est, en fait une déclaration de soumission à l'OTAN puisqu'elle affirme – contre-vérité totale - que l'URSS est responsable du déclenchement de la 2^{ème} Guerre mondiale et que la Russie actuelle est l'ennemi public n°1.

Il est temps de faire le bilan de toutes les guerres dans lesquelles l'OTAN s'est engagée pendant ces 30 dernières années et même depuis sa naissance. Nous devons dénoncer sans relâche la participation de la Belgique à toutes ces guerres.

Prix : 1€

www.csotan.org - info@csotan.org

Dons : BE94 0682 4474 9114

Communiqué du Mouvement de la paix (France)

Sommet de l'OTAN : une alliance militaire encore plus agressive et de plus en plus expansionniste

Contrairement à la préparation médiatique savamment orchestrée par le Président Macron, le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Londres les 5 et 6 décembre 2019 n'a nullement abouti à une remise en cause de cette alliance militaire datant de la guerre froide, bien au contraire.

Après avoir célébré les 70 ans de l'OTAN à Buckingham Palace, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté à l'unanimité une déclaration finale affirmant que «le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations (...) demeure une menace persistante pour nous tous» et que «les actions agressives de la Russie constituent une menace pour la sécurité euro-atlantique» et présentant pour la première fois la montée en puissance de la Chine comme un « défi » pour l'OTAN. Ainsi veut-on justifier la relance de la course aux armements, un nouvel élargissement de l'OTAN dans les Balkans avec cette année l'adhésion de la Macédoine du Nord après l'adhésion du Monténégro en 2018 et la mise en œuvre de « l'initiative pour la réactivité » (NATO Readiness Initiative – NRI) annoncée par Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN. A partir de 2020, l'OTAN sera en capacité de mobiliser en moins de 30 jours 25 000 soldats, 300 avions de chasse et 30 navires de combat issus des différentes armées des pays partenaires.(...)

Les décisions prises à Londres font apparaître les déclarations d'Emmanuel Macron sur « la mort cérébrale » de l'OTAN pour ce qu'elles sont : un écran de fumée visant à replacer la France comme championne de l'intégration militaire accélérée de l'Union Européenne, présentée comme acte d'autonomie vis-à-vis de l'OTAN alors qu'elle répond parfaitement aux objectifs de l'OTAN consistant à faire financer les dépenses militaires davantage par les pays européens eux-mêmes tout en renforçant les capacités militaires face à la Russie présentée comme une menace.

L'Europe constituera d'ailleurs en 2020 le terrain des manœuvres Defender 2020, les plus grandes manœuvres depuis la fin de la guerre froide, où seront déployées des troupes venues des Etats-Unis et débarquant en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne pour se diriger vers les frontières de la Russie, traversant l'Europe orientale. Ces manœuvres culmineront en avril-mai 2020 et la France y participera sans que soit remis en cause leur caractère de provocation vis-à-vis de la Russie.

Le Président Macron a incontestablement réussi à faire parler de lui avant le sommet et il a obtenu que soit indiquée dans la déclaration commune l'ouverture d'un groupe de «réflexion prospective» sur la stratégie de l'Alliance atlantique ; en réalité, la France restera au sein de l'OTAN un allié inconditionnel des stratégies décidées à Washington.

Le contre-sommet pacifiste a décidé d'intensifier en 2020 ses actions pour dénoncer l'OTAN comme facteur de guerre et d'insécurité et pour en exiger la dissolution, au profit d'une alternative de sécurité incluant l'ensemble des pays du continent européen. Les manœuvres Defender 2020 seront l'occasion de mobilisations de l'opinion publique contre l'OTAN, instrument de guerre au service de l'hégémonie nord-américaine, en faveur d'une Europe de paix dans un monde plus sûr.

à Paris, le 6 décembre 2019

S'INSCRIRE ET COLLABORER À LA MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos, analyses et commentaires relatifs à la politique de guerre de l'Alliance Atlantique. Nous invitons tous les lecteurs intéressés à s'y inscrire et à collaborer à cette recherche de documentation qui est indispensable pour comprendre la nature de l'Otan, les rapports de force en son sein, ses actions publiques et autres, ses objectifs réels, son fonctionnement tentaculaire, ses réseaux et partenariats.

- Pour s'inscrire, envoyez un e-mail vide à alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr.
- Pour collaborer, soit vous envoyez directement votre message à alerte_otan@yahoogroupes.fr, soit vous l'envoyez à info@csotan.org et les modérateurs du CSO feront le nécessaire pour sa publication.

Ni Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN. Ni Emmanuel Macron Président de l'Etat français.

Nous publions ci-après une version abrégée de l'article de Pierre Galand. Le texte complet peut être lu sur la mailing list de Alerte Otan..

Aujourd'hui, l'Europe devrait avoir conscience de ce que l'OTAN est avant tout un reliquat encombrant de la guerre froide car l'OTAN conçoit la paix selon « si vis pacem para bellum » (si tu veux la paix, prépare la guerre).

Cette conception entraîne d'ailleurs chez nous certains hommes politiques à plaider pour une Europe forte disposant de ses propres moyens intégrés de défense en mesure d'évaluer elle-même les risques pour sa sécurité. Cette vision otanienne versus la vision défense européenne ne règle absolument pas l'impérieuse nécessité de concevoir que notre sécurité commune, comme celle des autres peuples, repose avant tout sur l'obligation de réduire le risque de l'usage des armes de destruction massive, de plus en plus performantes et de plus en plus miniaturisées. Pour y arriver, mettons en avant la tout aussi impérieuse urgence de réhabiliter les instruments d'arbitrage internationaux reposant sur le droit international et la Déclaration universelle des droits humains afin d'anticiper les conflits et de les désamorcer dans les plus brefs délais.

Les différents comités de désarmement et de contrôle des armes, siégeant à Genève, sont aujourd'hui en état de mort cérébrale. Pire, les rapports des Occidentaux avec les Russes et les Chinois relèvent plus de l'invective et de l'insulte. Nous sommes donc loin de ce que Russes et Américains étaient en mesure de négocier dans les années 80 pour réduire les risques de l'usage des armes de destruction massive. Même en Europe, il fut un temps où des personnalités comme les Belges Henri Rollin et Pierre Harmel ou... le Soviétique Vadim Zagladine avaient largement contribué à finaliser les Accords paneuropéens d'Helsinki, accords de sécurité et de coopération européenne fondés sur les progrès auxquels s'engageaient les différentes parties.

Rappelons que ces accords réunissant 35 pays portaient sur 10 principes régissant les relations entre les Etats et reposant sur la reconnaissance des droits humains comme facteur essentiel de la paix, de la justice et du bien-être pour assurer le développement de relations amicales et de coopération entre tous les Etats. Ces accords ont été répartis dans trois corbeilles différentes et vont fonder les bases de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Première corbeille : les mesures de confiance, de la sécurité et du désarmement. Deuxième corbeille : la coopération dans les domaines de l'économie, de la science, de la technique et de l'environnement ; troi-

sième corbeille : coopération dans les domaines humanitaires, c'est-à-dire liberté de la presse, échanges culturels et en matière d'éducation. Ces Accords signés en août 1975 en pleine guerre froide marquèrent un tournant historique donnant une dimension universelle à la défense des droits humains et des libertés fondamentales comme facteurs essentiels de la paix.

Aujourd'hui, M. Emmanuel Macron suscite des inquiétudes du côté de l'OTAN en avançant la nécessité d'un pilier européen de la défense plus indépendant des Etats-Unis. Cela ne résout en rien la question du surarmement ni de la conception même de la sécurité européenne encore moins de celle du reste du monde. Il faut de toute urgence réhabiliter et renforcer tous les lieux et institutions capables de recréer les mécanismes de sécurité fondés non sur la défiance mais sur la coopération.

Les grandes et moyennes puissances sont généralement peu enclines à ce genre d'exercice et il appartient donc aux petits pays de prendre les initiatives qui permettront de freiner et d'inverser la tendance actuelle qui réserve de plus en plus de moyens budgétaires à l'armement et à la recherche développement en armements de pointe. Ces initiatives doivent permettre de reconstruire le difficile chemin d'un monde capable de limiter la course et le commerce des armements qui permettront de dégager les ressources nécessaires pour relancer les mécanismes multilatéraux de sauvegarde de la paix et de la coopération pour développer le bien-être commun dont sont privés encore aujourd'hui la majorité des êtres humains peuplant notre planète.

C'est, à mon sens, le rôle auquel la Belgique doit s'employer en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies durant l'année 2020.

Pierre Galand
Ancien sénateur et membre du Comité pour la Sécurité
et la Coopération européenne.
Novembre 2019

À propos de la Résolution du Parlement Européen

Cette « Résolution » montre que l'UE a des objectifs politiques et militaires communs avec ceux de l'Otan, bien plus importants que leurs divergences circonstancielles : la Russie est désignée comme l'une des plus grandes menaces, sinon la principale. Elle est montrée comme continutrice de l'URSS qui à son tour, est considérée comme responsable de la IIème Guerre mondiale. L'accumulation des mensonges historiques sur le développement et la fin de la guerre 39-45 nous interpelle et nous indigne profondément, de même que l'assimilation du communisme au nazisme et le silence total sur les méfaits et les crimes de l'Europe colonialiste de l'après-guerre. Le pire est que cette résolution a été approuvée par 85% des députés au Parlement européen.

Résolution du Parlement européen sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe

Le Parlement européen,

– **vu** les principes universels des droits de l'homme et les principes fondamentaux de l'Union européenne en tant que communauté fondée sur des valeurs communes,

– **vu** la déclaration effectuée le 22 août 2019 par le premier vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, et par la commissaire Věra Jourová, dans la perspective de la « Journée européenne du souvenir » pour la commémoration des victimes de tous les régimes totalitaires et autoritaires, ...

A. considérant que 2019 marque le 80^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale, qui a causé des souffrances humaines d'une ampleur sans précédent et conduit à l'occupation de pays européens pendant de nombreuses décennies;

D. considérant qu'après la défaite du régime nazi et la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'après-guerre a été synonyme, pour certains pays d'Europe, de reconstruction et de réconciliation, tandis que d'autres sont restés, pendant un demi-siècle, soumis à des dictatures, parfois sous l'occupation ou l'influence directe de l'Union Soviétique, et privés de liberté, de souveraineté, de dignité, de droits fondamentaux et de développement socio-économique;

E. considérant que si les crimes du régime nazi ont été jugés et punis lors du procès de Nuremberg, il reste urgent de sensibiliser l'opinion publique, de dresser un bilan moral de cette période et de mener des enquêtes judiciaires sur les crimes du stalinisme et d'autres dictatures;

M. considérant que des groupes et des partis politiques ouvertement radicaux, racistes et xénophobes incitent à la haine et à la violence dans la société, par exemple par la diffusion en ligne de discours de haine, qui conduisent souvent à une montée de la violence, de la xénophobie et de l'intolérance;

M.2. souligne que la Seconde Guerre mondiale, conflit le plus

dévastateur de l'histoire de l'Europe, a été déclenchée comme conséquence immédiate du tristement célèbre « pacte de non-agression germano-soviétique » du 23 août 1939, également connu sous le nom de pacte Molotov-Ribbentrop, et de ses protocoles secrets, dans le cadre desquels deux régimes totalitaires ayant tous deux l'objectif de conquérir le monde se partageaient l'Europe en deux sphères d'influence;

M.3. rappelle que le régime nazi est coupable de ce crime abject qu'est l'Holocauste; **condamne** sans réserve les actes d'agression, les crimes contre l'humanité et les atteintes aux droits de l'homme à grande échelle perpétrés par les régimes totalitaires nazi, communistes et autres;...

M.14 fait observer qu'en adhérant à l'Union européenne et à l'OTAN, les pays d'Europe centrale et orientale ont non seulement pu retourner dans le giron de l'Europe libre et démocratique, mais ont aussi réussi, avec l'aide de l'Union euro, à mettre en œuvre des réformes et à entrer dans une dynamique de développement socio-économique; ...

M.15. maintient que la Russie reste la plus grande victime du totalitarisme communiste et que sa transformation en un État démocratique sera entravée aussi longtemps que le gouvernement, l'élite politique et la propagande politique continueront de blanchir les crimes communistes et de glorifier le régime totalitaire soviétique; invite par conséquent la société russe à accepter son passé tragique;

M.16. s'inquiète vivement des efforts déployés par les dirigeants de la Russie d'aujourd'hui pour déformer les faits historiques et blanchir les crimes commis par le régime totalitaire soviétique; considère ces tentatives comme un élément dangereux de la guerre de l'information qui est menée contre l'Europe démocratique et qui cherche à diviser notre continent; demande dès lors à la Commission d'agir de manière décisive pour contrecarrer ces tentatives;...

[lire texte complet sur le site Parlement Européen, « résolution 2019/2819 (RSP) »]

Un ancien militaire avoue : « Mon boulot ? Placer des bombes atomiques sous les avions de chasse »

Extraits d'un article paru dans « Het Laatste Nieuws, le 5.10.2019 », diffusé intégralement en néerlandais sur la mailing list de Alerte Otan.

« L'hypocrisie doit cesser et le débat (sur la présence des bombes nucléaires à Kleine Brogel) doit enfin se faire. La population a droit à la vérité : ces bombes sont là depuis au moins la deuxième moitié des années 70. Je sais de quoi je parle : « c'est moi qui les installais sous les avions de chasse.

Ce job était très recherché parce que c'était un travail léger et on avait beaucoup de jours de congés. J'ai dû signer un contrat de confidentialité, stipulant que je ne devais dire à personne, même pas à ma femme, quel travail j'effectuais précisément à Kleine Brogel.

La connaissance en armes nucléaires n'était pas nécessaire, pour la simple raison que l'on recevait une formation sur place. On apprenait, entre autres, ce qu'on devait faire en cas d'attaque nucléaire, comment on devait protéger la population et se protéger soi-même. Je n'avais pas de problème de conscience. Si je ne faisais pas ce travail, un autre l'aurait fait. Et finalement, ce n'est pas moi qui avais décidé d'installer des bombes là-bas !.

L'essentiel de mon job ? Veiller à ce que, sur la base militaire de Kleine Brogel, deux avions de chasse F-104 soient prêts à décoller en cas d'attaque nucléaire. Et cela: 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Pendant toutes mes années de travail, il y avait donc deux avions de chasse chargés de bombes atomiques, prêts au décollage.

Ces avions n'étaient jamais ensemble dans le même hangar. On les changeait continuellement de place. Cela n'était pas seulement pour « tromper les Russes », mais aussi pour des raisons techniques. Les avions ne doivent pas rester trop longtemps au sol, ils doivent voler pendant un certain nombre d'heures et être constamment contrôlés et entretenus.

Dès qu'un avion était prêt, nos hommes – par équipe de quatre, un sous-officier et trois soldats – devaient intervenir pour détacher la bombe sous l'avion et aussi pour placer une bombe sous le 2ème avion. Il y avait donc chaque fois deux avions à charger et décharger.

À l'appel, notre équipe de quatre sortait en vitesse du hangar, on sautait avec tout notre outillage dans une camionnette VW et on courait vers le hangar où la bombe devait être détachée. Ce hangar pouvait se situer à 5 mètres, comme à 2 kilomètres.

Le terrain militaire de Kleine Brogel contenait environ 40 hangars. L'entrée des hangars où se trouvaient les avions chargés des bombes atomiques étaient surveillées 24h sur 24 par deux militaires américains, lourdement armés. Les mesures de sécurité étaient gigantesques.

Nous-mêmes, qui étions des soldats travaillant sur la base, étions sévèrement contrôlés par les Américains quand nous arrivions au hangar pour échanger les bombes. Les Américains savaient d'avance quelle équipe était de garde, et ils contrôlaient si nos noms correspondaient à ceux qu'ils avaient sur leur propre liste. Quand tout cela était OK, ils nous ouvraient la porte et on pouvait faire notre boulot.

On retirait la bombe qui était placée sous l'avion de chasse et on la mettait sur une sorte de remorque et aussitôt, les Américains l'emportaient. C'était « leur » bombe. C'était eux qui se chargeaient de sa surveillance et de son entretien. Ensuite, l'avion était amené hors du hangar et un pilote de l'armée belge le faisait voler après que l'avion ait été entièrement contrôlé.

Dès que l'avion était sorti du hangar on en amenait un autre pour le charger d'une bombe atomique. Nous ne savions pas si c'était une autre bombe, ou la même bombe que nous venions de décharger. Car les Américains emmenaient toujours la bombe avec eux pendant que nous étions encore au travail dans le hangar. Ce sont eux et eux seuls qui décidaient s'ils amenaient la bombe récemment déchargée sur le lieu de stockage dans le bunker souterrain, ou s'ils la gardaient pour la placer sur le 2ème avion. Ainsi les Russes ne pourraient jamais savoir dans quel hangar se trouvait un avion chargé d'une bombe atomique.

Le protocole correspondant au placement d'une bombe atomique sous un avion suivait un rituel minutieusement chronométré. Pour commencer, les Américains venaient la bombe. C'était un drôle de jeu, car celle-ci devait être déplacée du bunker souterrain, situé en territoire américain, vers le hangar où se trouvait l'avion de chasse. C'est difficile à croire, mais, à cette époque, les Américains devaient traverser une voie publique pour réaliser ce transport : celle-ci était donc entièrement fermée au trafic routier pendant de longues minutes. Des jeeps chargées de soldats américains armés de mitrailleuses roulaient devant et derrière l'automobile sur laquelle se trouvait la bombe

>>>> suite à la page 6

>>>> suite de la page 5

atomique. Les Américains amenaient la bombe atomique, avec sa tête nucléaire, à l'intérieur du hangar. Ils remettaient à notre sous-officier un document avec le numéro de la bombe, que celui-ci devait signer, ensuite ils reprenaient le document et disaient « s'il vous plaît, voici la bombe ». Ensuite nous commençons, toujours sous haute surveillance américaine, à placer cette bombe sous l'avion.

Nous n'avons jamais vu le bunker lui-même. Le terrain sur lequel il se trouvait appartenait exclusivement aux Américains qui étaient là pour la surveillance et la maintenance de leurs bombes. Aucun simple soldat belge ne pouvait se trouver là. Nous n'avons jamais su à quelle profondeur dans le sol étaient

gardées les bombes atomiques, ni combien il y en avait exactement.

On s'entraînait constamment pour appliquer la procédure, en vue du cas où un avion devrait faire face réellement à une attaque nucléaire. Cet entraînement se réalisait deux ou trois fois par mois. En cas d'attaque nucléaire l'avion devait être prêt à voler en cinq minutes..... »

Traduit du néerlandais

Het Laatste Nieuws, le 5 octobre 2019

«La paix en Afghanistan se fera sans l'occupation occidentale»

Pour Malalai Joya, activiste, seul le peuple afghan possède les clés pour installer une paix durable. Rencontre avec celle qui fut la plus jeune à siéger au parlement afghan... avant d'en être bannie..

Il y a eu Farkhunda, battue et brûlée vive à Kaboul en 2015. Masha, 6 ans, enlevée et tuée dans la capitale au mois de mai 2019. Donya et Hadis, 13 et 7 ans, tués lors d'un attentat suicide le 13 novembre dernier. À toute vitesse, Malalai Joya déroule l'histoire d'un pays dévasté par la guerre et la corruption à coups d'histoires plus dramatiques les unes que les autres. Malalai Joya a beaucoup de choses à dire et peu de temps pour le faire. C'est que le temps est précieux pour cette militante féministe afghane de 41 ans, propulsée sur la scène internationale à l'âge de 25 ans pour ses prises de position tranchées contre les seigneurs de guerre dans son pays.

Pour sa tournée européenne, elle n'a pu obtenir qu'un visa de quinze jours et s'est vue imposer un départ d'Islamabad au Pakistan plutôt que de Kaboul : avant Gand, où elle participait à un festival pour la paix organisé par l'association Verte ce samedi, c'est en Italie qu'elle était allée alerter sur la situation toujours catastrophique que travers son pays depuis 18 ans de guerre civile. Le rapport des Nations unies publié en octobre dernier est sans appel : la violence touchant les civils afghans aura été sans précédent en 2019 avec plus de 2.500 morts et 5.600 blessés en l'espace de neuf mois (de janvier à septembre 2019). Soit plus de 8.000 victimes en un an pour la sixième année consécutive.. Le sinistre titre de conflit armé en cours le plus meurtrier du monde revient toujours à l'Afghanistan.

En Afghanistan, Malalai est escortée en permanence par un garde qui assure sa sécurité. Car en plus de la violence commune à tous les Afghans, elle est la cible de menaces de mort

spécifiques depuis une iconique prise de parole en 2003. Plus jeune députée élue au Parlement, elle y dénonce publiquement l'influence des seigneurs de guerre siégeant dans l'institution afghane. Ses critiques répétées visant le Parlement et une partie de ses membres – quelle accuse de corruption – lui valent d'être expulsée via une manœuvre de ses opposants. Depuis, infatigable, elle milite pour les droits des femmes afghanes, écrit et alerte. Rencontre.

Qu'est-ce qui a changé depuis les élections de septembre ?

Rien n'a changé. Le président Ashraf Ghani et le gouvernement sont des marionnettes. Tous les jours, ils nous parlent d'une prétendue paix avec les talibans alors qu'ils contrôlent encore aujourd'hui la plupart du territoire et font régner la terreur. Pire, les autorités afghanes amnistient des criminels.

Quelle est la situation aujourd'hui à Kaboul ?

Les attentats suicides commis par Daesh ou par les talibans tuent des centaines de civils tous les jours. Tous les cimetières, tous les hôpitaux de Kaboul sont pleins. Et l'occupation des États-Unis et de l'Otan [quelque 82 soldats belges sont déployés en Afghanistan mais le gouvernement belge a déjà prévu fin de l'année passée un renfort d'une centaine d'effectifs, NDLR] n'a fait qu'empirer nos problèmes : notre pays est déchiré par la guerre, miné par la drogue, corrompu, illettré, malheureux. Ce qu'il se passe aujourd'hui n'est pas mieux que durant l'ère des talibans. Et les premières victimes sont les femmes.

>>>> suite à la page 7

>>>> suite de la page 6

Vous ne croyez pas en l'efficacité de pourparlers entre les talibans et Donald Trump. Ni en l'aide de l'Otan sur place.

Cela fait 18 ans que le gouvernement américain nous impose la guerre, la destruction et le terrorisme d'Etat. L'Afghanistan n'est pas la seule victime, c'est la même chose en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen... Des millions de personnes ont été tuées à cause de cette « guerre contre le terrorisme » qui, selon moi, est le plus gros mensonge du siècle. Les Afghans en sont les témoins directs : les États-Unis et l'Otan soutiennent et arment – directement ou indirectement – les plus dangereux terroristes. Pour les États-Unis, le terrorisme est une arme stratégique dont ils usent pour déstabiliser l'Asie et bloquer les progrès économiques et militaires de la Russie et de la Chine, qu'ils jugent menaçants. L'un des premiers cadeaux de Trump aux Afghans a été de lâcher la « Mother of all bombs », « mère de toutes les bombes » sur notre sol. Cela n'a fait que prouver une fois de plus que la démocratie ne pourra jamais être acquise à coup de bombe ou grâce à des guerres imposées par des envahisseurs. En quittant le pays, la colonne vertébrale terroriste se brisera. Oh bien sûr, nous devons faire face à d'autres problèmes. Ce

sera même peut-être plus difficile à court terme. Mais à long terme, nous ne pouvons trouver la paix qu'avec le départ de l'occupant.

Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir ?

Les soulèvements en Irak, en Iran, au Chili sont une source d'inspiration.. Les Afghans ont une soif précieuse d'éducation. Je pense qu'il est là, le réel espoir pour le futur de notre pays. 50 étudiants ont été tués lors de l'attaque d'une école à Kaboul menée par Daesh. Mais les étudiants et leurs professeurs sont d'un courage incroyable : ils veulent retourner apprendre. Ils sont prêts à prendre ces risques car ils croient au pouvoir de l'éducation et ils savent que c'est de ça que les terroristes ont peur. Si je n'avais qu'un message à passer aux Occidentaux se serait celui-là : donnez-nous les moyens de nous éduquer. C'est la clef contre l'intégrisme, contre l'occupation et vers l'émancipation.

Interview par Marine Buisson,
Le Soir, 9.12.2019

«Afghanistan Papers»: le Washington Post révèle les mensonges de Bush, d'Obama et de Trump sur la guerre

Les documents confidentiels obtenus par le Washington Post révèlent les mensonges tenus par les autorités américaines sur la guerre en Afghanistan pendant 18 ans, la plus longue de l'histoire américaine. Tour à tour, George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump ont fait des déclarations qu'ils savaient pertinemment fausses et caché des preuves irréfutables qui prouvaient que la guerre en Afghanistan était impossible à gagner. Ce rapport de 2.000 pages contient des notes d'entretiens jusqu'ici restées secrètes avec des personnes qui ont joué un rôle direct dans la guerre, des généraux et diplomates aux travailleurs humanitaires et autorités afghanes.

18 ans de guerre, 775.000 soldats déployés, 2.300 tués, 20.589 blessés. Tout ça pour quoi ? « Nous étions dépourvus de toute compréhension de l'Afghanistan, - nous ne savions pas ce que nous faisons. (...) Qu'essayons-nous de faire ici ? Nous n'avions pas la moindre idée de ce que nous entreprenions », a déclaré Douglas Lutte, un général présenté comme le tsar de la guerre en Afghanistan sous les administrations Bush et Obama.

Lors de ces entretiens, les responsables américains ont reconnu que leurs stratégies de guerre comportaient des failles fatales et que d'énormes sommes d'argent avaient été gaspillées pour

tenter de transformer l'Afghanistan en une nation moderne. Toutes les tentatives de mettre un frein à la corruption et au commerce florissant de l'opium, ainsi que de mettre en place une armée et une police compétentes se sont révélées infructueuses. Si les coûts totaux ne sont pas connus, les dépenses sont énormes : entre 934 et 978 milliards de dollars ont été affectés à la guerre par le ministère de la Défense, le Département d'Etat et l'Agence américaine pour le développement. C'est sans compter sur l'argent dépensé par d'autres organismes, comme la CIA et le département des Anciens Combattants, qui est responsable des soins médicaux aux vétérans blessés.

Ces documents contredisent également de nombreuses déclarations publiques de présidents, de commandants militaires et de diplomates américains qui ont assuré aux citoyens, année après année, que les Etats-Unis faisaient des progrès en Afghanistan et que la guerre valait d'être menée. Pour cela, le quartier général militaire de Kaboul et la Maison-Blanche n'ont pas hésité à manipuler les chiffres pour faire croire que les Etats-Unis étaient bien en train de gagner la guerre.

Le Soir, 10.12.2019

L'uranium appauvri existe — quand il tue les occupants!

Ceux qui, à l'époque, dénonçaient l'empoisonnement massif des populations des Balkans à l'uranium appauvri étaient traités de conspirationnistes. Or aujourd'hui, même la justice française le reconnaît. Le cancer d'un gendarme français, envoyé au Kosovo après les bombardements de l'Otan, a été attribué à la radioactivité de l'uranium appauvri de missiles des forces de l'OTAN utilisés contre les Serbes en 1999.

L'ironie de ce crime de guerre et contre l'environnement, c'est qu'il affecte avant tout les populations que l'OTAN, en 1999, a prétendu défendre. L'épuration ethnique qui s'en est suivie à l'encontre des Serbes, Roms et autres minorités a au moins ceci de bon qu'elle les préserve de l'empoisonnement. Pendant ce temps, les Kosovars continuent d'ériger des statues à M. Clinton et Mme Albright....

Antipresse | 1 novembre 2019

<https://log.antipresse.net/kosovo-uranium/>

L'armée du Kosovo, nouvel obstacle à la stabilisation des Balkans ?

Le 14 décembre 2018, le Parlement de Priština a décidé de transformer la Force de sécurité du Kosovo, principalement dédiée à la protection civile, en formation purement militaire. Si Belgrade et la minorité serbe locale ont vivement condamné une initiative qui contourne la constitution kosovare, l'ONU et l'OTAN se sont inquiétés des conséquences de ce geste, en particulier pour les relations entre Serbes et Albanais du Kosovo.

Cependant, à court terme, cette nouvelle armée, même avec le soutien des grandes puissances qui ont parrainé l'indépendance du Kosovo, ne paraît pas en mesure de poser de menace vis-à-vis de ses voisins, et de la Serbie en particulier. En effet, le nouveau gouvernement en gestation, de formule inédite, aura bien du mal à dégager les ressources suffisantes pour bâtir des forces armées répondant aux « plus hauts critères de l'OTAN » auxquels il est sans cesse fait référence. La création de cette armée serait donc avant tout destinée à prouver que, malgré les appa-

rences, le Kosovo est bien un « État comme les autres ». Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres. Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale. Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir.

13 Décembre 2019 – Georges Berghezan
GRIP Diffusion

Appel aux lecteurs de ALERTE OTAN : Abonnez-vous & soutenez-nous !

Nous comptons sur vous pour apporter votre contribution financière en 2019 et remercions vivement tous ceux et celles qui l'ont déjà fait. Comme vous le savez, votre soutien financier est notre seule aide pour continuer à publier et diffuser notre bulletin trimestriel. La somme de votre choix peut être versée au compte CSOTAN – IBAN BE94 0682 4474 9114 (Un bulletin de virement est joint à ce numéro)